

VACANCE DU POUVOIR ET SUCCESSION DE BOUTEFLIKA

Les non-dits des 19

Elles ont beau s'en défendre, les 19 personnalités qui sollicitent une audience au président de la République pour s'assurer de la paternité des dernières décisions prises, la vacance du pouvoir est bel et bien au cœur de leur démarche qu'elles veulent pourtant distinguer d'une quelconque autre «initiative politique».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et il n'y a qu'à voir la promptitude et la tonalité virulente des réactions des partisans du chef de l'Etat pour s'en convaincre. Eux qui ne s'embarrassent jamais de demi-mots ou de non-dits quand il s'agit de répliquer à temps à ceux qui osent s'en prendre à la cour. Pas même quand ces assauts émanent de personnalités ayant été, pour certaines d'entre elles, de ce cercle ou en ont bénéficié pour d'autres. Ce qui constitue, d'ailleurs, un argument de plus pour Saâdani et compères pour s'en prendre avec une rare virulence à ces personnes accusées de «mordre la main nourricière».

Ou encore les réactions, plus mesurées, faut-il le relever, de l'opposition dont une partie ne cesse de crier justement à cette vacance du pouvoir depuis des mois au moment où d'autres se limitaient juste à l'insinuer du bout des lèvres.

C'est que la démarche des «19» semble avoir atteint son but «inavoué», et ce, qu'elle aboutisse ou pas sur la forme.

Car, qu'on le veuille ou pas, c'est la problématique de la vacance du pouvoir chère, notamment aux membres de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso), qui en est la «quintessence». Une instance qui se voit, ainsi, «confortée» dans sa démarche même si certains de ses membres font preuve de «prudence» et d'«humilité», même si certains soupçonnent les «19» d'agir pour le compte d'un clan du pouvoir, présentement affaibli, dans la perspective d'une succession apparemment à l'ordre du jour en haut lieu.

Ce que, d'ailleurs, le secrétaire général du FLN, himself, soutient. «Il n'est pas normal de douter du Président alors que des chefs de pays étrangers ont témoigné de ses grandes capacités», a, en effet, affirmé Ammar Saâdani avant-hier, s'interrogeant sur l'objectif recherché à travers cette démarche.

«Si c'est pour dire que la situation dans le pays est catastrophique, il faudrait qu'ils attendent 2019 l'année durant laquelle

le le peuple va juger le bilan du Président », a-t-il ajouté, accusant une partie des signataires de cette demande d'audience au chef de l'Etat «d'agir pour le compte de parrains qui ont quitté leurs postes».

Son alter go du pouvoir, le patron intérimaire du RND, ne le dira pas tout aussi clairement mais il le laissera entendre en estimant que le président de la République est «uniquement comptable devant le peuple souverain qui l'a investi».

Pour sa part, le secrétaire général de l'ANR qualifie la démarche des «19» d'«incongrue» et de «ridicule» puisqu'elle objecte, avoue Belkacem Sahli, de «s'assurer que c'est bel et bien le Président qui gouverne», leur reprochant «une volonté inavouée de s'assurer de sa bonne santé». Une démarche qui, a-t-il encore considéré, «met en doute la capacité du Président Abdelaziz Bouteflika à diriger le pays».

Comme «coulant de source», l'opposition perçoit cette vacance du pouvoir dans cette démarche de Hanoune et consorts, puisque y décelant une «prise de conscience sur l'incapacité du Président à gérer les affaires du pays et des dangers qui guettent l'Algérie».

Une conscientisation qui a,



Photo : Samir Sid.

certes, tardé, comme le regrette le président du MSP, mais vient, néanmoins, de s'élargir pour atteindre des personnalités politiques dont celles qui défendaient le pouvoir et d'autres qui s'opposaient à la démarche de l'opposition unie «destinée à sauver le pays» avec l'espoir qu'elle s'élargira à d'autres franges de la société. Même si, comme le souligne le président de Jil Jadid, «cette mission est ardue» pour les signataires de la demande d'audience, car, soutient-il, «dire le contraire de ce que l'on a défendu des mois

durant doit être argumenté». Ceci même si du côté du RCD, on se dit «intrigué que l'initiative émane d'éléments appendices du pouvoir, prêchant exactement ce que prêchait l'opposition il n'y a pas longtemps».

Le chargé de la communication au sein du parti, Atmane Mazouz, invite Hanoune et ses pairs à ne pas douter de l'impotence du chef de l'Etat confirmée par le passé mais de tout un système», la soupçonnant de nourrir des «objectifs inavoués derrière cet appel».

M. K.

«RECHERCHÉ» PAR LA JUSTICE À ALGER ET INVITÉ PAR L'AMBASSADE D'ALGÉRIE À WASHINGTON

L'énigme Chakib Khelil

Chakib Khelil s'est prêté, tout sourire, au jeu des photographes venus immortaliser les festivités organisées le jeudi 5 novembre par l'ambassade d'Algérie à Washington pour célébrer le déclenchement de la guerre d'indépendance. Il a fait son entrée en compagnie de son épouse et de ses trois enfants sous les regards étonnés des centaines d'invités. Les graves accusations qui pèsent sur l'ancien ministre de l'Energie et sa famille ont dépassé les frontières même si les suites données au mandat d'arrêt international lancé contre les cinq personnes demeurent floues.

L'information faisant état de cette apparition a été immédiatement rendue publique par de nombreux sites internet lesquels n'ont pas manqué de publier des photos de la «vedette» au bras de son épouse, elle aussi très souriante. Une attitude qui laisse transparaître que la famille Khelil n'a nullement l'air d'être inquiète. Leur invitation à une cérémonie aussi officielle, aussi symbolique ne peut cependant se passer d'interrogations.

La première concerne l'initiative de l'ambassadeur d'Algérie à Washington qui, en vertu des fonctions qu'il occupe, ne peut se permettre de s'encombrer d'un invité aussi gênant sans y avoir été auto-



Photo : Samir Sid.

Les graves accusations qui pèsent sur l'ancien ministre de l'Energie et sa famille ont dépassé les frontières.

risé par Alger. Logiquement, l'autorisation devrait émaner directement de la chancellerie, mais la sensibilité du dossier et la réalité de la politique algérienne veulent qu'elle doit être prise uniquement par les plus hautes autorités du pays.

Les liens que Chakib Khelil entretient avec le Président Bouteflika ne sont un secret pour personne. La seconde interrogation concerne d'ailleurs la situation juridique qui entoure tant l'ancien ministre de l'Energie que sa famille depuis l'émission

d'un mandat d'arrêt international à leur rencontre pour corruption, blanchiment d'argent et fuite de capitaux.

Un ancien procureur d'Alger chargé du dossier Khelil s'était d'ailleurs rendu célèbre en dévoilant l'existence de ce mandat devant un parterre de journalistes avant d'être écarté dans le cadre d'un remaniement partiel opéré par le Président Bouteflika. Sans tarder, le ministre de la Justice a confirmé le lien entre l'affaire Chakib Khelil et cette décision car selon lui, l'ancien procureur «avait divulgué des informations portant préjudice au déroulement de l'enquête et qui portent atteinte à la présomption d'innocence». On se souvient aussi qu'avant M. Zeghami le juge Ghezal du tribunal de Sidi-M'hamed chargé de l'instruction de l'affaire Sonatrach avait, lui aussi, fait l'objet d'une mesure similaire.

Le ministre de la Justice avait ajouté que le mandat lancé par M. Zeghami avait été annulé pour vice de forme, affirmant qu'en tant qu'ancien ministre, Chakib Khelil ne pouvait être poursuivi que par la Cour suprême. Au même moment, Freedom House, une ONG célèbre de défense des droits de l'Homme, affirmait dans son rapport que Chakib Khelil avait peut-être échappé à ce mandat en raison de ses relations avec Bouteflika. Que devient cependant le mandat d'arrêt international ? Peu d'informations circulent cependant à ce sujet. Le fait d'être apparu publiquement jeudi à

l'ambassade d'Algérie veut dire, on le sait, que celui-ci n'a rien à craindre dans son pays puisque cette même ambassade est territorialement sous contrôle algérien, mais au plan international, la donne est tout autre. Chakib Khelil a été publiquement accusé par la justice milanaise dans la célèbre affaire Saipem-ENI, géant pétrolier italien. Les enquêteurs ont affirmé détenir toutes les preuves, y compris des copies de conversations téléphoniques entre Chakib Khelil et le patron d'ENI, l'impliquant dans une affaire de pots-de-vin puisqu'il est accusé d'avoir reçu 198 millions d'euros.

Le patron de l'entreprise pétrolière italienne, M. Paolo Scaroni, a révélé devant le tribunal milanais avoir versé cette somme en échange de 8 contrats dans le domaine des hydrocarbures en Algérie dont le montant avait été fixé à 9 milliards de dollars. Pire encore, notre ancien ministre de l'Energie est soupçonné par la justice italienne d'être le principal bénéficiaire de ce réseau de corruption international. Pour traiter cette affaire, la justice italienne a délégué de très célèbres juges instructeurs tous spécialisés dans les affaires de corruption et d'implication dans des réseaux de blanchiment d'argent. Parmi eux figure le fameux procureur Fabio De Pasquale qui a fait éclater l'affaire Médiaset pour laquelle l'ancien Premier ministre italien, Silvio Berlusconi, a été condamné à quatre ans de prison ferme.

Abla Chérif